

11.05.2006 - 13:00 Uhr

RVK: 8e forum suisse de sécurité sociale et de santé publique: Ouverture à la concurrence dans le secteur de la santé publique - Avis sur des positions contradictoires

Lucerne (ots) -

La concurrence offre-t-elle les moyens propres à améliorer l'efficacité, l'utilité et la rentabilité du système des soins de santé ? A l'occasion du 8e forum suisse de sécurité sociale et de santé publique du 11 mai 2006, à la Maison des congrès de Zurich, des précurseurs et des objecteurs donnent leur avis sur des positions contradictoires. Le forum s'est terminé par une vive discussion autour d'un podium réunissant les intervenants sous la direction de Ueli Heiniger. RVK, la fédération des PME d'assurance maladie, est l'organisatrice de ce forum qui se tient tous les ans.

Le point fort de la manifestation qui s'est déroulée pendant toute une journée résidait dans la controverse à propos de la restructuration future du marché de la santé. Les débats se sont concentrés sur les exigences et les attentes des caisses d'assurance maladie, des prestataires de services et des consommateurs. Des intervenants renommés ont exposé leurs positions, leurs thèses et les solutions possibles devant une audience intéressée.

La concurrence dirigée "Managed Competition" dans le secteur des soins de santé Lukas Steinmann, expert en soins de santé chez Avenir Suisse, a examiné les exigences envers les principaux acteurs dans le secteur de la santé publique. Il a évoqué le marché suisse de l'assurance maladie avec ses systèmes de 26 cantons et les groupes bénéficiaires impliqués, en se basant sur le triangle "caisses d'assurance maladie, assurés et prestataires de services". A présent, il n'existe pas de vraie concurrence entre les différents acteurs, les rouages de la mercatique ayant été sciemment laissés de côté. Le dessein avoué de M. Steinmann est le lancement de la concurrence dirigée "Managed Competition", car lorsque la concurrence est plus importante, la solidarité tend à se renforcer. Il a prôné l'amélioration du système dans son ensemble à la place de réformes partielles.

Auto-destruction de la population en matière de santé

Stephan Sigrist, chercheur habilité à l'institut Gottlieb Duttweiler (GDI), a présenté les résultats de l'étude sur les perspectives de santé "Health Horizons". Cette dernière décrit l'évolution de la santé, analyse les courants dominants, les marchés, les clients et les prestataires et elle propose des thèses concernant l'avenir. Selon M. Sigrist, dans le secteur des soins de santé, "notre société est en proie à l'auto-destruction", sur les plans biologique, économique et politique ". Pour exemple il a cité la mauvaise alimentation, le manquement aux responsabilités et le nombre excessif d'hôpitaux. M. Sigrist a poursuivi en ajoutant que, parallèlement au marché de la " maladie ", se développait un marché de la " santé ". Ces marchés reposent sur des mécanismes différents tout en s'influençant mutuellement. Il s'ensuit que toujours plus de secteurs industriels (tels que le tourisme, la mode, la production alimentaire) entretiennent des liens avec la santé et profitent des nouvelles opportunités de croissance.

Le plafonnement au lieu du recul

Le politicien Claude Longchamp a défendu six thèses concernant la

politique future en matière de santé. A propos de ces thèses, il a formulé plusieurs issues possibles. L'une des thèses démontrait que le discours politique moyen se concentrait essentiellement sur l'interprétation des "Coûts de la santé publique", tandis que la population s'attachait davantage aux "Problèmes en rapport avec les coûts et les prestations". Une autre thèse indiquait clairement que presque personne en Suisse ne s'attendait à une baisse des dépenses de santé. Tout au plus on estimait qu'il était possible d'enrayer ou de limiter la hausse grâce à des directives imposées par l'État ou des mesures d'économie induites par la concurrence.

La concurrence entraîne une perte de qualité

Philippe Milliet, Directeur général "Santé" du groupe pharmaceutique Galenica AG, a exposé les attentes concernant l'efficacité de la fourniture des médicaments. Il a déclaré que la concurrence entre les grossistes qui représentent le lien entre les fabricants et les prestataires de services était importante. Ce qui comptait pour les clients des grossistes, c'était la qualité des prestations et le prix des produits, mais pas les produits eux-mêmes. La pression pesant sur les pharmacies, imposée par les mesures nationales - baisse générale des prix et subvention des médicaments génériques - s'est considérablement accrue. Selon M. Milliet, accroître la concurrence sans adapter les garde-fous de manière appropriée va au détriment de la qualité, ce qui se traduit par une hausse des dépenses de santé.

Enrayement des dépenses grâce au renforcement des facteurs de concurrence

Le directeur du ministère de la Santé, Thomas Zeltner, a expliqué par quels facteurs de concurrence les services publics obtenaient la qualité requise pour un système de soins de santé équitable tout en enrayant la hausse des coûts. Selon M. Zeltner, la dose de concurrence devant intervenir dans la santé publique ne peut pas être mesurée uniquement de manière scientifique, elle doit faire l'objet d'un discours aux niveaux politique et social.

Un minimum de réglementation est indispensable

L'introduction de plus de concurrence dans le secteur des soins de santé en Europe est plutôt modeste et se limite à quelques pays seulement, a constaté l'intervenant, Willy Palm, Directeur de l'Association Internationale de la Mutualité (AIM, Bruxelles). Il défendait l'idée selon laquelle la concurrence exigeait un minimum de réglementation afin de maintenir l'efficacité et la justice du système de santé publique. Pour M. Palm, le succès exige également d'étendre la concurrence et la responsabilité aux prestataires de service au lieu de les réserver uniquement aux assurés.

Ueli Heiniger a mené les débats lors du podium de clôture. Outre les intervenants, Ursula Steiner-König, Vice-présidente de la Fédération des Malades et Handicapés (FMH), et Marcel Mesnil, Secrétaire général de la Société Suisse des Pharmaciens, ont pris part aux discussions. Les deux représentants des prestataires de service se sont parfois opposés aux intervenants en émettant certaines critiques. Au cours des entretiens, le président de la RVK, Charles Giroud, a exposé les points de vue des PME d'assurance maladie.

La RVK représente 50 PME d'assurance maladie avec environ 850.000 assurés. Ses adhérents bénéficient de son grand savoir-faire dans divers domaines, notamment le conseil, la formation et la gestion de la qualité. La fédération est un centre de compétence qui offre des prestations de service et de réassurance de qualité.

Vous trouverez le communiqué pour les médias, les photos de la manifestation ainsi que la copie des exposés sur l'Internet, dans le site www.rvk.ch.

Contact:

Marcel Graber
Direktor RVK
Tél.: +41/41/417'01'11
Fax: +41/41/410'69'65
E-mail: marcel.graber@rvk.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000384/100509330> abgerufen werden.